

LE « TOURNANT HISTORIQUE » DE L'ALLEMAGNE

Entretien avec **Matthias Miersch**
Juin 2022

**FRIEDRICH
EBERT
STIFTUNG**

Interview réalisée par Claudia Detsch, Directrice du FES Compétence Centre « Justclimate », Bruxelles

FES: Le chancelier allemand Olaf Scholz a parlé d'un « tournant historique ». Ce « tournant » concerne-t-il exclusivement la politique de sécurité et de défense, ou s'étend-il à la politique énergétique et industrielle ?

Matthias Miersch: Ce tournant concerne aussi sans aucun doute la politique énergétique et industrielle. Cette guerre nous montre à quel point la politique énergétique est importante. Et un changement de cap s'impose. Je vais vous donner un exemple. Depuis plusieurs dizaines d'années en Allemagne, l'intérêt général est parfois sacrifié au profit de la défense des intérêts individuels. C'est ce qui se passe avec les énergies renouvelables. Nous devons remettre l'intérêt général au centre de nos décisions politiques, en particulier sur le plan énergétique.

LES CAUSES DE LA DÉPENDANCE DE L'ALLEMAGNE AU GAZ RUSSE

FES: Ses voisins d'Europe de l'Est ont averti Berlin des risques d'une dépendance aux importations énergétiques russes, en particulier au gaz russe. L'Allemagne a-t-elle été trop naïve de croire au « changement par le commerce » ?

Matthias Miersch: Avec le recul, force est de constater que nous fournir en gaz presque exclusivement auprès de la Russie était une erreur. Mais il faut aussi prendre en compte l'impact climatique et environnementale des autres options: le bilan carbone du transport maritime de gaz de schiste américain (par bateau) n'est pas forcément plus favorable. Nous avons donc de bonnes raisons de commercer avec la Russie, d'autant plus que les Pays-Bas avaient décidé de réduire drastiquement leur production de gaz en raison des risques sismiques, tout comme la Norvège.

COMMENT PARVENIR À UNE ÉCONOMIE NEUTRE EN CARBONE SANS GAZ RUSSE

FES: En début d'année, le gouvernement allemand considérait encore le gaz comme une technologie peu coûteuse et donc essentielle à la transition vers une économie neutre en carbone. Doit-il complètement revoir sa copie ou est-il possible de changer simplement de fournisseur ?

Matthias Miersch: Chaque crise renferme une opportunité. Cette crise est l'occasion de développer les énergies renouvelables à un rythme bien plus soutenu que ces dernières années. La coalition entre les sociaux-démocrates, les Verts et les libéraux permet de lever des blocages qu'il n'a pas été possible de lever avec le parti conservateur au pouvoir. J'espère que l'Union européenne et tous ses pays membres soutiendront ce tournant, pour que les énergies renouvelables deviennent enfin LA source d'énergie et que nous puissions à l'avenir nous passer des énergies fossiles et du nucléaire.

FES: Pourtant, pour répondre à la crise énergétique, l'Allemagne n'est-elle pas en train de créer de nouvelles infrastructures, notamment des terminaux de gaz liquéfié, qui nous enfermeront dans les énergies fossiles pendant plusieurs décennies encore ?

Matthias Miersch: La fin des énergies fossiles est annoncée pour 2045 au plus tard. 2045, c'est après-demain. Mais cela nous laisse tout de même un certain temps pour sécuriser nos approvisionnements en énergie. Cette période de transition vers les énergies renouvelables ne doit certes pas durer indéfiniment, mais elle est nécessaire. Elle est nécessaire pour développer une logistique et une infrastructure que nous pourrions encore utiliser quand viendra l'ère de l'hydrogène.

FES: Dans ce contexte, que pensez-vous des dernières décisions et propositions de Bruxelles, notamment le programme REPowerEU – la proposition de la Commission européenne qui vise à rendre l'Europe indépendante des combustibles fossiles russes le plus vite possible ?

Matthias Miersch : C'est un pas dans la bonne direction. Mais cela ne sera pas suffisant. Nous devons offrir de meilleures opportunités d'investissements et réfléchir aux questions de subventions et d'autorisations, notamment pour concilier protection de l'environnement et production d'énergie. Nous avons besoin d'une stratégie énergétique globale en Europe.

FES : Qu'en est-il de la sortie du charbon ? Vous avez fait partie de la Commission Charbon qui a établi un plan d'action pour la sortie progressive du charbon en Allemagne. Ces mesures vont-elles être reportées ?

Matthias Miersch : Le bilan carbone du charbon est bien pire que celui du gaz. J'espère donc que nous allons maintenir notre objectif de sortie du charbon et, dans l'idéal, fermer la dernière centrale à charbon non pas en 2038, mais en 2030, comme le prévoit l'accord de coalition. Nous devons toutefois prendre en compte la lutte contre le réchauffement climatique conjointement avec la sécurité de l'approvisionnement et la possibilité de financement des sources d'énergie. Légalement, nous avons la possibilité de garder les centrales à charbon en « réserve », pour assurer la sécurité de l'approvisionnement en cas de nécessité. Mais nous devons développer de façon massive les énergies renouvelables. C'est la clé.

LA POSITION DE L'ALLEMAGNE VIS-À-VIS DE L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE

FES : Au regard de la crise énergétique et de l'inflation, l'énergie nucléaire connaît un regain d'intérêt. Est-ce également le cas de Berlin ?

Matthias Miersch : Nous devons problématiser l'énergie nucléaire dans l'Union européenne. Ce n'est pas une énergie propre. Le recours au nucléaire soulève de nombreux problèmes, à commencer par l'approvisionnement en uranium, qui provient également de Russie. C'est une technologie dangereuse. Et on le constate à nouveau aujourd'hui dans les conflits autour des réacteurs nucléaires. Nous n'avons toujours pas résolu la question des déchets nucléaires, qui impacteront 30 000 générations après la nôtre. Pour de multiples raisons, la France a finalement dû fermer un certain nombre de centrales nucléaires et a été dépendante des importations, notamment en provenance d'Allemagne. Les projets de construction sont largement dépendants des subventions. Et nous sommes conscients de ces délais. Nous devons, dans toute l'Union européenne, faire preuve d'honnêteté et prendre conscience que nous ne pouvons poursuivre qu'un seul objectif commun : le développement massif des énergies renouvelables. Le nucléaire est par ailleurs une énergie très coûteuse et largement subventionnée.

FES : De nombreux pays ont reporté (à plus tard) leur sortie du nucléaire, voire ont envisagé de développer le nucléaire. L'Allemagne compte encore trois réacteurs nucléaires en service, qui doivent être mis à l'arrêt à la fin de l'année. Au regard de la crise énergétique, pourquoi ne pas, au moins, suspendre la mise à l'arrêt de ces trois réacteurs ?

Matthias Miersch : L'accord de coalition prévoit clairement cette mise à l'arrêt, même si certains libéraux souhaitent aujourd'hui prolonger la durée de vie des réacteurs. Les normes de sécurité sont très strictes et il est crucial de garantir la sécurité de ces infrastructures. Avant de suspendre la mise à l'arrêt des réacteurs, il nous faudrait vérifier s'ils ont besoin d'être modernisés pour pouvoir être utilisés au-delà de 2022. Actuellement, ils sont conçus pour pouvoir être exploités jusqu'à fin 2022. Pas plus tard. Par ailleurs, les réacteurs manqueront de combustibles. Et ce n'est pas quelque chose que l'on peut acheter prêt à l'emploi. Ces combustibles doivent être fabriqués spécifiquement, puis autorisés sur décision juridique. Ces réacteurs ne seraient finalement guère utiles pour l'hiver prochain, au regard de ces contraintes.

De plus, nous avons besoin d'autres sources de chauffage et d'une alternative au gaz. Ce n'est pas la production d'électricité qui est la plus problématique. Ces trois réacteurs ne sont donc certainement pas une solution.

FES : On reproche souvent à l'Allemagne de porter un regard trop idéologique sur le nucléaire. Qu'en est-il par exemple de la nouvelle génération de réacteurs, notamment des mini-réacteurs modulaires, les SMR (Small Modular Reactor) ?

Matthias Miersch : À l'heure actuelle, ces réacteurs sont loin d'être commercialisables. Tout ce débat me rappelle celui autour de la fusion nucléaire, que l'on nous vend depuis les années 1970 comme une solution imminente. Il n'y pas d'alternative possible au développement massif des énergies renouvelables.

LES SANCTIONS CONTRE LA RUSSIE

Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) : L'Allemagne avait annoncé en avril pouvoir se passer du pétrole russe jusqu'à la fin de l'année et a soutenu la proposition européenne d'embargo total sur le pétrole russe. Sous la pression de la Hongrie, cette décision a été en partie vidée de sa substance, avec une exemption pour le pétrole acheminé par pipeline. Cela sera-t-il suffisant pour faire plier l'économie russe et priver Moscou d'une source importante de revenus ?

Matthias Miersch : Absolument. Ces sanctions économiques sont d'une ampleur inédite. C'est un signal très fort que l'on envoie à la Russie. Pour autant, nous savons pertinemment que la Russie cherche de nouveaux partenaires commerciaux. Ce train de sanctions n'est donc qu'un levier parmi l'éventail d'instruments dont nous disposons pour faire face à l'offensive russe en Ukraine.

FES : L'Allemagne fait partie des pays qui importent du pétrole russe via l'oléoduc Droujba. Va-t-elle pouvoir se passer du pétrole russe d'ici la fin de l'année, comme cela a été annoncé ?

Matthias Miersch : Oui, c'est notre intention.

FES: L'accord sur l'embargo sur le pétrole a bien montré les forces centrifuges qui traversent de plus en plus l'Union européenne. Au début de la guerre en Ukraine, on a beaucoup mis en avant la cohésion des États membres. Mais aujourd'hui, on craint de plus en plus un effritement de cette cohésion. Comment éviter que l'Union européenne ne se disloque ?

Matthias Miersch: En faisant preuve d'empathie les uns à l'égard des autres et d'une étroite coordination. La politique énergétique relève du service public. Assurer une coordination étroite n'est pas chose aisée car la politique énergétique a de plus en plus été gérée à l'échelle des États. Les stratégies sont donc très différentes. Imposer une sanction qui cause un préjudice plus important à son propre pays qu'à Poutine n'est pas la solution. Il nous faut donc faire preuve d'empathie vis-à-vis des autres États européens, pour être aussi unis que possible.

FES: On attend de l'Allemagne qu'elle joue un rôle prépondérant dans la gestion des conflits d'intérêts de cette nature au sein de l'UE. Est-ce un échec pour le gouvernement fédéral allemand que l'Union ne soit pas parvenue à un embargo de plus grande ampleur ?

Matthias Miersch: Avant le sommet, on disait qu'il était impossible de parvenir à un accord sur un autre train de sanctions. En ce sens, cet accord est donc une réussite. Ces trains de sanctions nécessitent toujours des compromis.

LA POSITION DE L'ALLEMAGNE VIS-À-VIS D'UN EMBARGO SUR LE GAZ

FES: L'embargo sur le gaz réclamé par certains est-il toujours d'actualité ? L'embargo sur le pétrole a semblé plus simple à mettre en place, tandis que la question du gaz a d'emblée davantage divisé.

Matthias Miersch: À l'heure actuelle, rien n'est à exclure. Il faut toutefois garder à l'esprit que les livraisons de gaz en provenance de la Russie pourraient être coupées. D'ailleurs, c'est déjà ce qu'on observe. Nous devons donc inscrire en priorité à l'ordre du jour la question du gaz et des alternatives au gaz russe.

FES: Dès le début de l'offensive russe en Ukraine, l'Allemagne a été sous forte pression. De nombreux appels ont été lancés en faveur d'un embargo immédiat sur le gaz, avançant l'argument selon lequel un tel embargo mettrait fin à la guerre en privant Moscou d'une importante source de financements. Berlin n'a pas cédé et a prévenu que la suspension des importations pourrait avoir de graves conséquences. Quelles sont-elles, concrètement ?

Matthias Miersch: Tout le monde cherchait désespérément une solution simple pour mettre fin à ce conflit. Or, ce n'est pas si simple que ça. Que ce soit concernant les armes livrées par l'OTAN ou des États membres de l'UE, ou concernant l'embargo. N'oublions pas que de nombreux États ont voté contre la résolution de l'ONU contre la Russie. Tous ces pays sont des acheteurs potentiels du pétrole et du gaz russes.

Il ne suffit pas d'actionner un simple levier pour mettre fin à la guerre.

L'Allemagne est par ailleurs le seul pays industrialisé à avoir légiféré pour sortir à la fois du charbon et du nucléaire. C'est pour cela que notre infrastructure énergétique est différente de celle d'autres États. Si nous avons dû renoncer au gaz du jour au lendemain, il y aurait eu des conséquences dans de nombreux pans de l'économie, y compris pour les Allemandes et les Allemands. Enfin, n'oublions pas que le chancelier a juré sur la constitution qu'il éviterait à la population d'en payer les frais. Un embargo sur le gaz n'est pas une décision à prendre à la légère.

FES: Les répercussions économiques pourraient-elles, du fait des chaînes d'approvisionnement européennes, toucher nos voisins et menacer les emplois ?

Matthias Miersch: Il est certain que les répercussions seraient importantes pour d'autres États membres de l'Union européenne.

LES ALTERNATIVES AU GAZ RUSSE À COURT TERME

FES: Quand l'Allemagne pourra-t-elle, de manière réaliste, renoncer totalement au gaz russe ?

Matthias Miersch: Tout dépend des autres contrats que nous pourrions conclure. Nous négocions actuellement avec le Qatar, le Canada et la Norvège. Nous prévoyons de mettre en service de nouveaux terminaux de GNL, dont la construction devrait être très rapide. Nous avons mis en place une procédure législative, de planification et d'autorisation inédite. La construction de ces terminaux pourrait tout à fait s'achever courant 2023. Dans le passé, l'Allemagne a fait l'erreur de se fournir en gaz presque exclusivement auprès de la Russie. Ces infrastructures nous offriront une plus grande flexibilité. Mais nous devons aussi accélérer fortement le développement des énergies renouvelables. Ce sont, sur le long terme, les meilleures alternatives au gaz russe.

FES: La Russie était considérée comme un partenaire central dans le développement d'une économie de l'hydrogène. Au regard de la guerre en Ukraine, est-il aujourd'hui impensable de coopérer avec la Russie dans la lutte contre le changement climatique et le développement des énergies renouvelables ? Ou devons-nous laisser cette porte entrouverte ?

Matthias Miersch: La porte de la diplomatie doit toujours être laissée ouverte. L'Accord de Paris ne pourra être respecté si nous sommes dans la confrontation. Nous ne devons pas rompre le dialogue.

LES INVESTISSEMENTS COMMUNS DE L'UE ET LES SOURCES DE FINANCEMENT POSSIBLES

FES: Il faudrait accélérer nettement le rythme de la transition énergétique et y investir massivement. Les prix de l'énergie et du chauffage vont donc encore augmenter à court et moyen terme. La population et les entreprises souffrent déjà de la hausse record des prix de l'énergie. Comment concilier ces objectifs et parvenir à une solution conforme aux principes de la social-démocratie ?

Matthias Miersch: L'envolée des prix est en partie le fruit des spéculations. J'aimerais que la Commission européenne envoie des signaux plus clairs quant aux solutions pour contrer cette flambée des prix et à la question d'une taxation des bénéficiaires. Nous devons aussi faire front commun sur le marché mondial et tirer parti du poids de l'Europe sur le marché pour contrer ces spéculations.

Et nous devrions faire preuve de transparence sur la question des coûts. Nous ressentons déjà les effets du changement climatique. Si nous ne changeons pas de cap, l'impact économique sera encore plus dramatique. Chaque investissement dans une infrastructure d'énergie renouvelable est donc un investissement pour notre avenir. La politique énergétique relève du service public en social-démocratie. L'État doit prendre les choses en main et investir massivement. Et cela aura un effet ricochet au sein de l'Union européenne. Cela s'applique également aux infrastructures de l'hydrogène, que nous devons penser à l'échelle européenne. C'est un investissement de plusieurs milliards d'euros. Mais c'est un investissement pour notre avenir.

FES: On a le sentiment globalement que chaque pays conçoit sa stratégie en matière d'hydrogène à son échelle. Exploite-t-on suffisamment les possibilités de synergies en Europe ?

Matthias Miersch: Nous devons opérer une transformation à l'échelle européenne, mais notre système énergétique est bien plus pensé à l'échelle des États. Or nous devons penser les énergies renouvelables à l'échelle européenne, tant au niveau des infrastructures que des sources d'énergie. Et c'est une formidable opportunité pour les États dont les infrastructures sont moins développées.

FES: Des pays en périphérie de l'Europe comme la Grèce, l'Italie et l'Espagne, qui sont avantagés dans la coopération avec des régions voisines telles que l'Afrique du Nord ou le bassin méditerranéen, joueront un rôle prépondérant. Ce sont des pays qui ont souffert de l'austérité fiscale imposée par l'Allemagne au moment de la crise financière. Craignez-vous qu'ils soient peu solidaires de l'Allemagne alors que les cartes de la stratégie énergétique seront rebattues ?

Matthias Miersch: Non car cette coopération étroite renferme également des opportunités pour ces pays. Nous devons par ailleurs faire preuve d'empathie, y compris pour les pays qui ne sont pas membre de l'Union européenne. Certains pays voient cette guerre d'une manière bien plus nuancée que l'Europe, du point de vue de la politique énergétique ou encore de la

sécurité alimentaire. Le monde est trop petit pour que nous nous permettions ce genre de divergences

FES: La prochaine conférence de l'ONU sur le climat qui se tiendra en novembre – la COP27 – portera en particulier sur les questions de financement. Dans les années à venir, l'Allemagne et l'Europe vont investir massivement pour renforcer leurs capacités de défense. Il faut soutenir à la fois la population et l'économie. Les États membres de l'UE doivent également développer leur système énergétique au prix d'investissement très coûteux. Restera-t-il suffisamment d'argent pour soutenir massivement, comme promis, les pays du Sud dans l'adaptation au changement climatique ?

Matthias Miersch: Nous devons précisément nous en assurer. C'est la raison pour laquelle l'Allemagne met un point d'honneur à définir des axes clairs pendant sa présidence du G7. Nous ne pourrions assurer la sécurité et la paix sur cette planète que si nous respectons les objectifs de l'Accord de Paris. Et nous ne pouvons le faire qu'à l'échelle mondiale. Oui, les investissements et l'adaptation au changement climatique sont très coûteux. Mais les capitaux existent, et ils doivent être suffisamment taxés si nécessaire. Nous devons rompre avec ces pratiques totalement inadaptées, telles que la spéculation sur les denrées alimentaires. Ce n'est pas une problématique que l'on peut résoudre à l'échelle d'un État.

FES: En Allemagne, les sociaux-démocrates et les Verts parviendront-ils à convaincre les libéraux – leurs partenaires de coalition – à faire des concessions sur le plan de la fiscalité ou de la mise au point de modèles de financement communs en Europe ? Pour le moment, cela semble impossible.

Matthias Miersch: Cela va prendre du temps. Si vous m'aviez demandé il y a un an si nous allions débloquer un fonds exceptionnel de 100 milliards d'euros pour l'armée allemande, je vous aurais répondu que cela était impossible. Moi-même j'ai été contraint d'évoluer, et c'est ce que j'attends aussi de la part de nos partenaires de coalition. Cela vaut d'ailleurs pour les trois partenaires de cette coalition. Nous avons annoncé vouloir être la coalition du progrès. Et cette volonté demeure intacte. Pour être véritablement cette coalition du progrès, il nous faut prendre précisément en considération tout ce dont nous venons de parler.

AUTEUR

Matthias Miersch est vice-président du groupe parlementaire du SPD au Bundestag pour les domaines de l'environnement, de l'énergie, de l'agriculture et du tourisme et porte-parole de la Gauche parlementaire du SPD au Bundestag.

CONTACT

Fondation Friedrich-Ebert

41 bis, bd. de la Tour-Maubourg 75007 | Paris | France

Tel. +33 (0)1 45 55 09 96

Fax: +33 (0)1 45 55 85 62

<https://paris.fes.de>

fes@fesparis.org

Autres publications de la FES Paris à télécharger sur le site <http://fesparis.org/publications.html> :

Mützenich, Rolf

L'Allemagne et le « Zeitenwende »

Entre permanence et changement

Paris, juin 2022

Fondation Friedrich-Ebert

Security Radar 2022

Synthèse

Paris, 2022

Samuel Greef, Alain Olive, Johan

Sjölander, Emanuele Toscano

L'extrême droite européenne contre les travailleurs

Un dialogue social menacé

Paris, 2022

Grabosch, Robert

La loi allemande sur le devoir de vigilance

L'Allemagne pose de nouveaux jalons pour

la protection des droits humains

Bonn, janvier 2022

Schmid, Nils

Afficher notre unité

La politique étrangère du SPD face aux

nouveaux défis internationaux

Paris, décembre 2021

Borucki, Isabelle

La politique en voie de digitalisation ?

Expériences et défis des partis politiques

allemands face au numérique

Paris, décembre 2021

Rohde, Jan Philipp

La transformation sociale-écologique en Allemagne

Propositions des syndicats allemands

Paris, décembre 2021

Saxer, Marc

Plaidoyer pour une « transformation réaliste »

La stratégie de la social-démocratie allemande

Paris, novembre 2021

Bläsius, Julia

Quel bilan faire de la campagne ?

Les élections fédérales en Allemagne

Paris, octobre 2021

Hansen, Annika S. ; Gienanth, Tobias von

Le Sahelistan

Pourquoi le Mali n'est pas l'Afghanistan

Paris, septembre 2021